



**Bruxelles, le 11 septembre 2015**  
**(OR. fr, en)**

**11092/15**

**CRS/CRP 30**

## **COMPTE RENDU SOMMAIRE**

---

Objet: 2552e réunion du COMITÉ DES REPRÉSENTANTS PERMANENTS  
tenue à Bruxelles le 22 juillet 2015

---

|    |   |   |
|----|---|---|
| 1. | Adoption de l'ordre du jour et des points I ..... | 8 |
|----|---|---|

**Coreper 1<sup>e</sup> partie**

**I**

- |    |  |
|----|--|
| 2. | Réponses aux questions écrites posées au Conseil par des membres du Parlement européen |
|----|--|
- a) n° P-002022/2015 - António Marinho e Pinto (ALDE)  
Court of Justice of the European Union
  - b) E-002525/2015 - Bart Staes (Verts/ALE)  
Targeted restrictive measures against persons or entities which undermine the territorial integrity, sovereignty and independence of Palestine
  - c) n° E-003422/2015 - Nikos Androulakis (S&D)  
NOTAM filed by Turkey infringing international law and Greek sovereign rights
  - d) n° E-004528/2015, n° E-004532/2015, E-004533/2015, E-004534/2015, E-004883/2015 and E-004885/2015- Siôn Simon (S&D)  
Staff evaluation process for the EU Co-ordinating Office for Palestinian Police Support  
EU police mission for the Palestinian territories (EUPOL COPPS)  
Outcome of the Palestine College for Police Sciences  
Development of a code of conduct or police law based on the principles of democracy, human rights and gender equality  
Criteria for the continued funding of the European Union Co-ordinating Office for Palestinian Police Support (EUPOL COPPS)  
Foreign study trips for members of the Palestinian Civil Police
  - e) n° E-005231/2015 - Liadh Ní Riada (GUE/NGL)  
Irish language derogation
  - f) n° P-005528/2015 - Marie-Christine Boutonnet (NI) and Gilles Lebreton (NI)  
Increase in the number of judges at the Court of Justice
  - g) n° E-005697/2015 posée par Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), João Ferreira (GUE/NGL), Miguel Viegas (GUE/NGL), Andrejs Mamikins (S&D), Bart Staes (Verts/ALE), Georgi Pirinski (S&D), Konstantinos Papadakis (NI), Sotirios Zarianopoulos (NI), Rina Ronja Kari (GUE/NGL), Ángela Vallina (GUE/NGL), Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL), Kostas Chrysogonos (GUE/NGL), Gabriele Zimmer (GUE/NGL), Eleonora Forenza (GUE/NGL), Martina Michels (GUE/NGL), Marina Albiol Guzmán (GUE/NGL), Marisa Matias (GUE/NGL), Miloslav Ransdorf (GUE/NGL), Stefan Eck (GUE/NGL), Jiří Maštálka (GUE/NGL), Helmut Scholz (GUE/NGL), Patrick Le Hyaric (GUE/NGL), Paloma López Bermejo (GUE/NGL), Liadh Ní Riada (GUE/NGL), Matt Carthy (GUE/NGL), Lynn Boylan (GUE/NGL), Martina Anderson (GUE/NGL), Neoklis Sylikiotis (GUE/NGL), Fabio De Masi (GUE/NGL), Kateřina Konečná (GUE/NGL), Sabine Lösing (GUE/NGL) and Javier Couso Permuy (GUE/NGL)  
End of the common position on Cuba

- h) E-006966/2015 - Siôn Simon (S&D)  
Comprehensive protection against discrimination throughout the EU
  - i) E-006967/2015 - Siôn Simon (S&D)  
Council employees with a disability
  - j) E-007146/2015 - Victor Negrescu (S&D)  
Securing maritime borders
  - k) E-007293/2015 - Clara Eugenia Aguilera García (S&D)  
Judgment of the Court of Justice of the EU on the ban on homosexuals donating blood
  - l) E-007484/2015 - Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL)  
Serious situation in the Galician milk sector
  - m) E-007592/2015 - Cornelia Ernst (GUE/NGL)  
Opinion of the Council on the ECJ opinion on the agreement with Canada on the transfer of passenger records
  - n) P-009382/2015 - Andrej Plenković (PPE)  
Free movement of workers from Croatia
3. Projets de procès-verbaux des sessions suivantes du Conseil
    - a) 3388<sup>e</sup> session du Conseil de l'Union européenne (Education, Jeunesse, Culture et Sports) tenue à Bruxelles les 18 et 19 mai 2015
    - b) 3392<sup>e</sup> session du Conseil de l'Union européenne (Compétitivité (marché intérieur, industrie, recherche et espace)), tenue à Bruxelles les 28 et 29 mai 2015
  4. Affaire portée devant la Cour de justice  
Renvoi préjudiciel dans l'affaire C-272/15, Swiss International Air Lines AG (Royaume Uni)
  5. Règlement délégué (UE) .../... de la Commission du 25.6.2015 établissant des mesures de conservation en matière de pêche pour protéger les zones de récifs dans les eaux relevant de la souveraineté du Danemark dans la mer Baltique et le Kattegat
  6. Décision du Conseil relative à l'approbation, au nom de l'Union européenne, de la déclaration relative à l'attribution de possibilités de pêche dans les eaux de l'Union européenne à des navires de pêche battant pavillon de la République bolivarienne du Venezuela, dans la zone économique exclusive située au large des côtes de la Guyane française
  7. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à un plan pluriannuel de reconstitution des stocks de thon rouge dans l'Atlantique est et la Méditerranée abrogeant le règlement (CE) n° 302/2009 (première lecture) (délibération législative)

## II

8. Fixation de l'ordre du jour provisoire de la session du Conseil (Environnement) du 18 septembre 2015 ..... 11
9. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien être des animaux, à la santé et au matériel de reproduction des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques, et modifiant les règlements (CE) n° 999/2001, (CE) n° 1829/2003, (CE) n° 1831/2003, (CE) n° 1/2005, (CE) n° 396/2005, (CE) n° 834/2007, (CE) n° 1099/2009, (CE) n° 1069/2009, (CE) n° 1107/2009, (UE) n° 1151/2012, (UE) n° [...]/2013 ainsi que les directives 98/58/CE, 1999/74/CE, 2007/43/CE, 2008/119/CE, 2008/120/CE et 2009/128/CE (règlement sur les contrôles officiels) (première lecture) (délibération législative) ..... 11
10. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à un réseau européen des services de l'emploi, à l'accès des travailleurs aux services de mobilité et à la poursuite de l'intégration des marchés du travail (EURES) (première lecture) (délibération législative) ..... 11
11. Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant une plateforme européenne dans l'objectif de renforcer la coopération visant à prévenir et à décourager le travail non déclaré (première lecture) (délibération législative) ..... 12

## Coreper 2<sup>e</sup> partie

### I

12. Projets de procès-verbaux du Conseil
  - a) 3391<sup>e</sup> session du Conseil de l'Union européenne (Affaires étrangères), tenue à Bruxelles le 26 mai 2015
13. Affaire devant la Cour de justice de l'Union européenne
  - = Affaire C-330/15 P Johannes Tomana e.a. contre Conseil de l'Union européenne, Commission européenne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
14. Affaire devant le Tribunal de l'Union européenne
  - Affaire T-246/15, Yuriy Volodymyrovych Ivanyushchenko c/ Conseil
15. Affaire devant le Tribunal de l'Union européenne
  - Affaire T-149/15 (Sirine (Cyrine) Bent Zine El Abidine Ben Haj Hamda Ben Ali contre le Conseil de l'Union européenne)
16. Affaire T-255/15, OAO Concern PVO Almaz-Antey c/ Conseil
  - = Production de documents du Conseil devant le Tribunal de l'Union européenne
17. Affaire devant le Tribunal de l'Union européenne
  - Affaire T-347/15 Uganda Commercial Impex Ltd. contre le Conseil de l'Union européenne
18. Affaire portée devant le Tribunal de l'Union européenne
  - Affaire T-264/15 (Gameart/Commission)
  - = Exception d'illégalité de l'article 5(2) du Règlement 1049/2001
19. Affaire T-231/15 George Haswani contre le Conseil de l'Union européenne
  - = Production de documents du Conseil devant le Tribunal de l'Union européenne
20. Lettre du Représentant permanent de l'Irlande, en date du 8 juillet 2015, au Secrétaire général du Conseil relative à la dérogation concernant l'irlandais
21. Présentation d'un nouveau projet de dessin national pour une pièce slovène libellée en euros
22. Présentation d'un nouveau projet de dessin national pour une pièce slovaque libellée en euros
23. Présentation d'un nouveau projet de dessin national pour une pièce allemande libellée en euros
24. Proposition de Directive du Parlement et du Conseil sur l'intermédiation en assurance (première lecture)
25. Futures relations ACP-UE: mandat pour le Groupe "ACP"
26. Elargissement
  - Négociations d'adhésion avec la Serbie
  - = Résultats du criblage concernant le chapitre 13 : Pêche

27. (évent.) Dérogation de l'OMC concernant les services pour les PMA: Notification des préférences accordées par l'UE
  - = accord sur la notification
  - = décision de recourir à la procédure écrite
28. Conclusions du Conseil sur le rapport annuel d'Eurojust 2014
29. Recommandations du Conseil concernant la visioconférence transfrontière
30. = Décision du Conseil concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Libye et abrogeant la décision 2011/137/CFSP du Conseil
  - = Règlement d'exécution du Conseil mettant en œuvre l'article 16, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 204/2011 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Libye
  - = Règlement du Conseil modifiant le règlement (UE) n° 204/2011 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Libye
31. Règlement délégué (UE) .../... de la Commission du 9.7.2015 complétant le règlement (UE) n° 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au Fonds social européen, en ce qui concerne la définition des barèmes standard de coûts unitaires et des montants forfaitaires pour le remboursement des dépenses des États membres par la Commission
32. Association avec l'ancienne République yougoslave de Macédoine
  - = Décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de l'Union européenne et de ses États membres, du protocole à l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part, afin de tenir compte de l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne

## II

|     |  |    |
|-----|--|----|
| 33. | Suivi du Conseil (Affaires étrangères) du 20 juillet 2015 .....  | 13 |
| 34. | Présentation de l'ordre du jour provisoire de la session du Conseil (Affaires générales) du<br>14 septembre 2015 ..... | 13 |
| 35. | Suivi du Conseil (Justice et Affaires intérieures) du 20 juillet 2015 .....  | 13 |
| –   | Divers .....   | 13 |

## 1. Adoption de l'ordre du jour et des points "I"

doc. 11051/15 OJ/CRP1 29

11108/15 OJ/CRP2 29

+ COR 1 + COR 2

L'ordre du jour provisoire est approuvé.

Le Comité approuve les points "I" (\*) tels que repris au sommaire du présent document et dont les détails se trouvent au(x) document(s) cités sous point 1. ci-dessus.

-----  
(\* ) Concernant le **point 27** - (évent.) Dérogation de l'OMC concernant les services pour les PMA: Notification des préférences accordées par l'UE - le Comité a convenu comme suit:

- The Commission is authorised to indicate to the WTO Council for Trade in Services by 31 July 2015 the EU's intention to notify the EU's preferences with respect to LDC's services and service suppliers. A written procedure for the approval by the Council of this step is not necessary.
- As regards the formal notification of the EU's preferences to the WTO Council for Trade in Services, this will need to be endorsed subsequently by the Council on the basis of a Council Decision under Articles 207 and 218(9) TFEU.



Une déclaration a été faite sur le point suivant par les délégations IT et AT:

**24. Proposition de Directive du Parlement et du Conseil sur l'intermédiation en assurance (première lecture)**

= **Confirmation du texte de compromis final en vue d'un accord**

10745/15 ECOFIN 596 CODEC 1033 SURE 20 EF 140

10747/15 ECOFIN 598 CODEC 1034 SURE 21 EF 142

"Italy commends the Latvian and Luxembourgish Presidency for the conclusion of the negotiations with the European Parliament on the Insurance Distribution Directive. Italy supports the text agreed at the trilogue. However, the Italian delegation has a specific concern regarding the unclear meaning of art. 10, par. 2 of the text agreed at the 30th June 2015 political trilogue. In our understanding, the agreed text doesn't intend to prevent the involvement of associations which represent insurance undertakings and insurance intermediaries in independent bodies which are assigned registration or supervisory functions by the national law."

\* \* \*

"Austria agrees with the text on the basis of the information provided by the Legal Service, whereby the purpose of Article 24(12), sixth sentence of the IDD (IMD 2), version of 16 July, 10747/15 (= formerly line 620 in the 4 - column document of 3 July 2015) is to allow Member States to provide for stricter requirements in the event of advice given independently, and the qualification 'unabhängig (erbracht)' (as in the MIFID) or 'ungebunden (gegeben)' (IDD) depends on the implementation of the Directive and on Member States' willingness to align themselves with the MIFID; and on the basis of the Luxembourg Presidency's confirmation at the trilogue that, to the best of its knowledge, no direct link existed between the 'independent advice' 'trademark' in MIFID 2 and the term 'advice given independently' in Article 24(12), sixth sentence of the version of 16 July, 10747/15) (= formerly line 620 of the 4-column document of 3 July 2015) of the IDD (IMD 2).

Since this gives rise to differing translations of '...independent' in the MIFID and '....independently' ... in the IDD, Austria regards '...dass die Beratung in ungebundener Weise erfolgt, ...' as an appropriate translation into German of the words '...that advice is given independently ...' contained in Article 24(12), sixth sentence of the IDD."

\* \* \* \* \*

Une déclaration a été faite sur le point suivant par la délégation HR:

**26. Elargissement**

– **Négociations d'adhésion avec la Serbie**

= **Résultats du criblage concernant le chapitre 13 : Pêche**

11047/15 ELARG 39

"HR is giving its consent to the Screening Report for chapter 13.

At the same time, HR would like to emphasize that this should not be in any way construed as Croatia's acquiescence to any current practices in the area of fresh water fisheries by Serbia where the border between the Republic of Croatia and the Republic of Serbia has not been finally determined.

As the Screening Report notes on page 3, Serbia claimed to have 31 fishing districts, some of which extend over the Danube River. The current practices of Serbia's fishermen, both professional and recreational, do not respect the formal republican border as existent in 1991 which as of date of independence of the Republic of Croatia in 1991 has become the international boundary protected by international law.

The right bank of the Danube River is currently under the control of the Croatian border police, while the left bank is under the control of the Serbian authorities, although large areas of the Republic of Croatia are found on the left bank of the Danube River, which had been the case in 1991, at the time of the dissolution of the former SFRY and the establishment of the new states. Once the borderline between the Republic of Croatia and the Republic of Serbia is finally determined and both sides assume control of their respective territories on the other side of the Danube River, the issues as to the exact course of the state border will have been resolved.

Croatia would like to state its position that no document in the accession negotiations of Serbia with the EU can prejudice the final determination of the border between Croatia and Serbia. This includes all documents, maps, legal acts and positions (either written or orally submitted) presented or referred to by the Republic of Serbia in the EU accession negotiation. It also applies to all EU documents and positions in the EU accession negotiation with the Republic of Serbia.

This is an issue that Croatia will continue to follow closely in the context of relevant negotiation chapters throughout the negotiation process, notably in connection with Chapter 31, where Serbia has a clear obligation to make every effort to find mutually acceptable solutions to all pending bilateral issues, including on borders, with all neighbouring countries."

# Coreper 1<sup>e</sup> partie

## II

### 8. Fixation de l'ordre du jour provisoire de la session du Conseil (Environnement) du 18 septembre 2015

The Committee approved the provisional agenda as set out in 11865/15.

### 9. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien être des animaux, à la santé et au matériel de reproduction des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques, et modifiant les règlements (CE) n° 999/2001, (CE) n° 1829/2003, (CE) n° 1831/2003, (CE) n° 1/2005, (CE) n° 396/2005, (CE) n° 834/2007, (CE) n° 1099/2009, (CE) n° 1069/2009, (CE) n° 1107/2009, (UE) n° 1151/2012, (UE) n° [...] /2013 ainsi que les directives 98/58/CE, 1999/74/CE, 2007/43/CE, 2008/119/CE, 2008/120/CE et 2009/128/CE (règlement sur les contrôles officiels) (première lecture) (délibération législative)

#### – Orientations pour la suite des travaux

10668/15 AGRI 382 AGRILEG 144 VETER 58 PHYTOSAN 38 ANIMAUX 34  
SAN 208 DENLEG 94 SEMENCES 15 CODEC 1009

Le Comité a examiné les deux principales questions encore ouvertes, à savoir, le rôle du vétérinaire officiel dans les contrôles officiels et le financement de ces contrôles.

La Présidence a noté une grande dispersion des points de vue exprimés par les délégations sur ces deux questions, bien que l'objectif de maintien d'un niveau élevé de protection des consommateurs est partagé par celles-ci. La Présidence a confirmé son intention de revenir au Comité en Septembre avec des projets de textes concrets en vue d'obtenir un mandat de négociation.

### 10. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à un réseau européen des services de l'emploi, à l'accès des travailleurs aux services de mobilité et à la poursuite de l'intégration des marchés du travail (EURES) (première lecture) (délibération législative)

#### – Compte rendu de la présidence sur les résultats du trilogue

The Presidency informed the Committee of the outcome of the first informal trilogue held on 15 July 2015.

- 11. Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant une plateforme européenne dans l'objectif de renforcer la coopération visant à prévenir et à décourager le travail non déclaré (première lecture) (délibération législative)**
- **Compte rendu de la présidence sur les résultats du trilogue**

The Presidency informed the Committee of the outcome of the informal trilogues held on 6 and 14 July 2015.

## Coreper 2<sup>e</sup> partie

### II

#### 33. Suivi du Conseil (Affaires étrangères) du 20 juillet 2015

The Committee took note of the summary by the European External Action Service on the main outcomes of the Council meeting (Foreign Affairs) on 20 July 2015.

#### 34. Présentation de l'ordre du jour provisoire de la session du Conseil (Affaires générales) du 14 septembre 2015

The Presidency presented the main items of the agenda of the General Affairs Council on 14 September 2015, namely the Presidency programme, the annotated draft agenda (ADA) of the 15/16 October European Council and the annual programming.

#### 35. Suivi du Conseil (Justice et Affaires intérieures) du 20 juillet 2015

La présidence a informé le Comité sur les résultats du Conseil JAI du 20 juillet 2015 et notamment sur la manière dont elle propose d'organiser la suite des travaux pour mettre en œuvre les décisions prises par le Conseil.

#### – Divers

##### – **Utilisation de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux génétiquement modifiés (CRP 1)**

En réponse à une demande de la délégation française, appuyée par la délégation autrichienne, portant sur les conclusions du dernier Conseil Agriculture et Pêche du 13 juillet 2015, le représentant de la Commission a précisé que son institution travaillait à la collecte d'informations supplémentaires sur l'impact de la proposition en cause. La Présidence a confirmé que les travaux d'examen de la proposition ne pourraient être lancés au sein des instances préparatoires du Conseil qu'après que les informations supplémentaires demandées à la Commission et l'avis du Service Juridique sur la compatibilité de ladite proposition avec les règles du marché intérieur et de l'OMC seront disponibles.

\* \* \*

## **CRP 2**

- The Commission informed on the state of play of preparations for further technical assistance to Greece.

\* \* \*

- The Commission briefly presented the proposal to amend the EFSM Regulation adopted by the College the same day.
-